



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 2 NOVEMBRE 2016

Félix Prosper Basse : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Mission d'évaluation de trois jours d'une délégation conjointe UA-UNOCA à Dungu :

Durant la période du 25 au 28 Octobre 2016, une délégation conjointe Union Africaine- Bureau des Nations Unies en Afrique Centrale (UNOCA) rejointe par le conseiller à la sécurité du gouverneur de la province du Bas-Uélé était en visite de terrain dans le cadre de l'Initiative de Coopération Régionale de l'Union Africaine contre la LRA (UA-RCI/LRA) pour évaluer non seulement la menace posée par la LRA en RD Congo, mais aussi la mise en œuvre de l'Initiative de Coopération Régionale de l'Union Africaine contre la LRA dans les provinces du Haut et du Bas-Uélé, discuter des bonnes pratiques en matière de lutte contre la LRA, de réinsertion des victimes de la LRA ainsi que du renforcement de la coopération entre les Missions des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA), au Soudan du Sud (MINUSS) et la MONUSCO.

Activités de l'Equipe-pays

Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes :

Le monde entier célèbre aujourd'hui la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. La date a été choisie par l'Assemblée générale des Nations Unies en mémoire de l'assassinat de deux journalistes français de RFI au Mali le 2 novembre 2013.

La Résolution 68/163, qui instaure cette journée, condamne toutes les attaques et violences perpétrées contre des journalistes et des travailleurs des médias. Elle exhorte également les États Membres à faire tout leur possible pour prévenir cette violence, traduire en justice les auteurs des crimes commis contre des journalistes et des travailleurs des médias, et veiller à ce que les victimes disposent de recours appropriés. Elle demande en outre aux États de promouvoir un environnement sûr et propice dans lequel les journalistes puissent effectuer leur travail de manière indépendante et sans ingérence indue.

Elle exhorte les États Membres à prendre des mesures précises pour combattre la culture actuelle d'impunité. Il faut savoir qu'au cours de la dernière décennie, plus de 800 journalistes ont été tués pour avoir voulu couvrir

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

des événements et informer le public : en moyenne, c'est une mort par semaine. Dans neuf cas sur dix, les meurtriers sont restés impunis.

Dans son message, le Secrétaire général des Nations Unies établit un lien entre la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, l'accès public à l'information et la réalisation de l'objectif de développement durable 16 sur la paix, la justice et des institutions efficaces. Il appelle tous les pays à marquer cette journée, particulièrement là où les journalistes sont menacés.

Pour rappel, l'UNESCO est en première ligne pour mobiliser tous les partenaires afin de mettre en œuvre le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

Le HCR a commencé à éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière :

Alors que la RDC accueille actuellement plus de 60 000 réfugiés du Soudan du Sud, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a commencé hier leur transfert de la frontière au nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC) vers l'intérieur du pays. En coopération avec les autorités, le HCR transporte les réfugiés à bord de bus vers le site de Biringi, près de la ville d'Aru dans la province de l'Ituri.

La relocalisation de ces civils vers les sites se fait conjointement avec la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR). Cette opération permettra de mieux assister les réfugiés qui vivent actuellement dans les zones frontalières et d'améliorer leur sécurité.

Jusqu'à début 2017, le HCR et ses partenaires s'attendent à aider plus de 40 000 réfugiés à se rendre sur une base volontaire vers deux sites, Biringi et, ultérieurement, Doruma, dans la province du Haut-Uélé.

En parallèle à la relocalisation, le HCR et ses partenaires apportent de l'aide à 4 080 réfugiés qui se sont spontanément rendus vers un troisième site, Meri, dans la province du Haut-Uélé. Le HCR et ses partenaires installent des structures pour l'approvisionnement en eau et d'autres services de base sur le site de Meri, tandis que le Programme alimentaire mondial (PAM) a commencé des distributions.

Le long de la frontière avec le Soudan du Sud, et en particulier dans la province de l'Ituri qui fait face à l'afflux le plus important, les besoins humanitaires sont énormes. Dans de nombreux villages, les nouveaux arrivants sont plus nombreux que la population locale. Les évaluations du HCR ont démontré que dans l'Ituri, une famille de réfugiés sur cinq a un abri approprié, avec des réfugiés contraints de dormir à la belle étoile. Les réfugiés manquent également des articles domestiques, car ils sont arrivés avec très peu d'effets.

La sécurité est une autre préoccupation dans certaines parties de la zone d'arrivée. En septembre, des attaques dans la province de Haut-Uélé ont ciblé des réfugiés, des villageois, un partenaire du HCR et les forces de sécurité.

L'objectif de l'opération de relocalisation est de ne pas créer des camps pour les réfugiés sud-soudanais, mais plutôt de soutenir les réfugiés à devenir autosuffisants, en vivant aux côtés des populations locales. A leur

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

arrivée sur les sites, les réfugiés recevront des matériaux de construction et des articles ménagers ainsi que des outils aratoires et des semences en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La majorité des réfugiés sud-soudanais sont arrivés depuis juillet 2016. Beaucoup de ces civils déclarent fuir le conflit dans la région de Yei au Soudan du Sud. 84 % d'entre eux sont des femmes et des enfants.

Epidémie de choléra dans la Zone de santé de Kabalo, dans la Province du Tanganyika

La Zone de santé de Kabalo, dans la Province du Tanganyika, est en proie à une épidémie de choléra. Plus de 90 cas dont 10 décès ont été enregistrés dans la zone durant la seule période du 27 au 30 octobre 2016, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Près de 90 % des cas et décès ont été enregistrés dans la localité de Kihanga et ses environs. Selon les acteurs humanitaires, cette flambée est consécutive au manque d'accès à l'eau potable. L'ONG International Rescue Committee (IRC) planifie cette semaine des interventions d'urgence en eau, hygiène et assainissement à Kihanga avec un appui à l'Hôpital général de Kabalo.

En RDC, le choléra est devenu un problème de santé publique majeur avec des milliers de cas enregistrés chaque année dans de nombreuses provinces. Cette année, selon l'OMS, sur plus de 600 décès sur tout le territoire national, plus de 75 % l'ont été dans des zones non-endémiques.

Déplacements internes dans le territoire de Kabalo :

Au cours de la dernière semaine d'octobre, près de 23 000 personnes, dont près de 1.700 enfants de moins de 5 ans et 246 femmes allaitantes, ont fui plusieurs villages du territoire de Kabalo et ont trouvé refuge dans le territoire voisin de Manono, suite aux affrontements entre les communautés Luba et Twa. Selon des partenaires humanitaires, plus de 1 400 maisons ont été incendiées.

Ces déplacés internes ont reçu une assistance en médicaments et produits pour la chloration de l'eau à travers l'ONG AIDES qui compte intensifier ces activités sanitaires. Au-delà de la santé, ces personnes présentent, entre autres, des besoins en nutrition, abris et en eau.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Capitaine Yassine Kasim, porte-parole militaire par intérim)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa**, ainsi que **dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC)**, n'a été perturbée par aucun incident majeur durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO dans le cadre de l'opération dénommée « **Red Kite** » (**Cerf-volant rouge**), les activités militaires vigoureuses, dans le but de contrer la résurgence de l'activisme des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), et d'autres groupes armés, notamment les « Janjaweed » et les « Huda ».

En effet, au cours d'une réunion d'évaluation tenue par la Force de la MONUSCO et l'Initiative de la Coopération Régionale de l'Union Africaine contre la LRA, il a été souligné que la LRA demeure une menace sérieuse aux communautés locales, en dépit du fait que l'effectif de ses unités a été sensiblement réduit et estimé à environ cent cinquante-six (156) éléments divisés en cinq (05) groupes, opérant entre la RDC et la République Centrafricaine.

La menace sécuritaire liée à l'activisme de ce groupe armé demeure réelle et persistante, particulièrement dans la région de Dungu.

A cet effet, **dans la province de Haut-Uélé**, des éléments de la LRA ont fait incursion pendant la période sous examen, dans le territoire de Faradje, précisément dans la région située près de Faradje-centre, et kidnappé un (01) garçon de 13 ans.

Dans la province de Bas-Uélé, le 24 octobre 2016, selon des sources des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), des éléments de la LRA ont fait incursion dans la localité de Bili, située à 325 kilomètres au Nord-ouest de Buta, dans le territoire de Bondo, kidnappé sept (07) individus et pillé le centre de santé local.

Le même jour, les éléments de la LRA ont attaqué la localité de Banday-Nabala, située à 45 kilomètres au Nord de Bili, et kidnappé douze (12) individus.

Le 27 octobre 2016, des troupes des FARDC basées dans la région de Bulumasi, située à 65 kilomètres au Nord de Bili, ont initié la traque de quinze (15) éléments armés d'AK-47, dont la présence dans la zone a été rapportée par deux (02) chasseurs locaux.

Par ailleurs, des activités négatives perpétrées par des braconniers lourdement armés originaires de la Libye, dénommés « Huda », contre les populations civiles vivant notamment dans la province de Haut-Uélé, ont également constitué durant la semaine écoulée, une source de préoccupation majeure quant à la situation sécuritaire dans cette partie du pays.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Trois incidents majeurs liés aux activités de braconnage et aux exactions contre les populations civiles, perpétrées par les « Huda », ont été rapportés pendant la période sous examen.

Les « Huda » ont tendu une embuscade à trois (03) chasseurs dans la forêt de Nabangu, située sur l'axe Dungu-Niangara, à 25 kilomètres au Sud-ouest de Ngilima, tiré et blessé l'un d'entre eux à la jambe. Il a été admis au centre de santé de Ngilima pour des soins appropriés.

D'autres éléments « Huda » ont fait incursion dans la localité de Mongali, située à 10 kilomètres au Sud-est de Faradje-centre, et tué un (01) agriculteur.

En soutien à l'armée congolaise, la Force de la MONUSCO, conformément à son mandat de neutralisation des groupes armés et de protection des populations civiles, surveillent étroitement la situation sécuritaire dans les zones touchées par l'activisme de différentes forces négatives précitées, dans le but d'y mettre un terme.

De plus, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, mènent régulièrement des patrouilles intensives dans les zones frontalières avec le Soudan du Sud, dans le but d'interdire toute incursion de rebelles en provenance de ce pays.

A cet effet, dans la nuit du 26 au 27 octobre 2016, deux (02) présumés rebelles Sud-Soudanais en possession de deux (02) armes AK-47 et d'une importante quantité des munitions, ont été appréhendés et détenus par les troupes de l'armée congolaise dans la localité d'Okabio, située à 10 kilomètres au Nord-ouest de Kengezi et à 100 kilomètres au Nord d'Aru-centre.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit avec le soutien déterminant de la Force de la MONUSCO, ses opérations militaires contre les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs d'exactions contre les populations civiles implantées dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre 2016, des militaires de l'armée congolaise ont été promptement projetés dans la localité d'Apinzi III, située sur l'axe Komanda-Luna, engagé des éléments du FRPI, tué un (01) assaillant, et récupéré une (01) arme AK-47.

Dans la nuit du 28 au 29 octobre 2016, des éléments du FRPI ont attaqué la localité de Ngongi II, située à 18 kilomètres à l'Ouest de Gety, blessé un (01) élève de 15 ans, et pillé plusieurs biens domestiques.

Le 29 octobre 2016, un élément du FRPI armé et en tenue de l'armée loyaliste, a tendu une embuscade, tué un (01) motocycliste et volé sa motocyclette sur l'axe Ndende-Badya, dans la région située à environ 5 kilomètres à l'Est de Marabo.

Le 29 octobre 2016, des éléments du FRPI ont au cours d'une tentative d'incursion dans la localité de Mudiro, située à 2 kilomètres au Nord d'Aveba, tiré sur une patrouille conjointe Force de la MONUSCO-PNC (Police Nationale Congolaise), déployée rapidement dans la région.

Les Casques bleus du bataillon Bangladais de la Force de la MONUSCO ont riposté, repoussé et traqué les assaillants, qui se sont retirés vers la brousse.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'intervention rapide de ces deux Forces coalisées, a fait avorter la tentative de pillage par des éléments du FRPI dans la région concernée.

Par ailleurs, du 27 au 31 octobre 2016, le Commandant de la Force de la MONUSCO, le Lieutenant-Général Derrick Mgwabi a effectué une visite opérationnelle dans la province de l'Ituri.

Au cours de cette visite, le Commandant de la force de la MONUSCO a échangé avec les autorités politiques, administratives et sécuritaires de la province et des territoires de Mambasa et d'Irumu, ainsi que les représentants de la société civile de ces entités.

A cette occasion, il a déclaré que les éléments du groupe Mayi-Mayi Simba et les miliciens du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) doivent cesser de commettre des exactions contre les populations civiles.

Il a également demandé aux membres de la société civile et aux notables des territoires de Mambasa et d'Irumu de s'impliquer dans la sensibilisation des groupes armés pour les amener à déposer les armes, et ce, même si les FARDC et la Force de la MONUSCO ont la responsabilité de démanteler tous les groupes armés encore actifs en Ituri, pour une paix durable dans cette province.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée volatile mais sous contrôle dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO continue de soutenir les troupes de l'armée congolaise engagées dans l'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**), destinée à éradiquer la présence des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) dans la région dite du "Triangle".

Les 28 et 29 octobre 2016, des unités de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO ont en soutien aux opérations en cours menées par les FARDC, engagé à l'artillerie lourde des positions de l'ADF situées dans la région du "Triangle", à 15 kilomètres au Nord-est d'Oicha, dans le but de les neutraliser et de les capturer.

Dans le territoire de Butembo, la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO fourni également un soutien déterminant aux troupes de l'armée congolaise engagées dans les opérations contre les éléments du groupe Mayi-Mayi anti-ADF, dans le but de mettre un terme à leurs activités et de restaurer l'autorité de l'Etat.

A cet effet, le 29 octobre 2016, des unités de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO ont été redéployées dans la région de Butembo, dans le but de soutenir les troupes des FARDC impliquées dans les opérations visant à la neutralisation des éléments du groupe Mayi-Mayi anti-ADF, basés sur le mont Carmel.

Dans le territoire de Rutshuru, les FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO, ont initié des opérations vigoureuses contre les éléments des groupes armés, impliqués dans les activités de kidnapping des populations civiles, dans le but de mettre un terme à la récurrence de ce phénomène dans cette partie de la province.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 24 octobre 2016, deux (02) éléments impliqués dans les activités de kidnapping des populations civiles dans la région de Kiwanja, ont été capturés par des troupes des FARDC, au cours de patrouilles intensives menées dans la zone.

Le même jour, quatre (04) autres éléments engagés dans les mêmes activités ont été tués et trois (03) armes AK-47 récupérées dans la maison de l'un d'entre eux par les FARDC, au cours d'opérations menées à Kiwanja. Les militaires de l'armée congolaise ont également récupéré trois (03) autres fusils AK-47 dans une cache d'armes, au cours d'opérations de bouclage et de ratissage menées pendant la même période dans une plantation située dans la localité de Katala.

Par ailleurs, dans le cadre des activités militaires initiées pour la protection des populations civiles, la Brigade du Nord-Kivu de la Force de la MONUSCO a déployé le 28 octobre 2016 des Casques bleus dans la localité de Kibirizi, située à 20 kilomètres au Sud-ouest de Rwindi, afin de contrer les attaques planifiées contre les ressortissants Hutu, par des éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe.

Au chapitre des redditions dans la province, du 26 octobre 2016 à ce jour, cinq (05) éléments des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatura et quatre (04) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).**

Au Sud-Kivu, l'environnement sécuritaire est demeuré globalement sous le contrôle des Forces congolaise et onusienne, en dépit de quelques activités négatives isolées, perpétrées dans certaines localités de cette province par des éléments armés encore actifs.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire est demeurée volatile.

Elle a été caractérisée les 26 et 28 octobre 2016, par des accrochages entre les miliciens des groupes Mayi-Mayi Luba et pygmées dans la localité de Kizika, située à 16 kilomètres au Nord-est d'Ankoro, au cours desquels trois (03) civils ont été tués et quatre-vingts (80) huttes incendiées.

Ces incidents ont provoqué le déplacement d'environ cent (100) familles vers la localité d'Ankoro.

La Force de la MONUSCO surveille étroitement la situation sécuritaire dans cette région, et demeure disposée à apporter le soutien nécessaire aux troupes des FARDC déployées dans le secteur.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **595** patrouilles armées, dont **188** nocturnes, et fourni **23** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04